

Chapitre 1 : la situation en France et dans l'UE

1) le pouvoir politique

En France, la forme prise par le pouvoir (dictature de classe) du capital est celle de l'alternance entre la droite et la « gauche » co-gérantes du système capitaliste.

Cette forme repose sur la mystification d'une prétendue opposition entre la droite et la gauche (PS), alors que le consensus règne entre elles sur toutes les questions majeures : même défense et gestion du capitalisme, même insertion et application des diktats de l'UE impérialiste, même casse des conquêtes sociales pour assurer le profit maximum, même transfert de l'argent public dans les poches du Capital, même politique de guerres impérialistes.

Ce système de pouvoir par alternance est étroitement corseté. Les médias et les instituts de sondage orientent l'opinion publique vers tel ou tel des partis dominants (UMP ou PS), quand celui au pouvoir est rejeté sur base du profond mécontentement.

Alternance qui s'étend aux pouvoirs locaux et régionaux, souvent le parti du Capital dans l'opposition gère à l'échelle régionale et locale.

Dans le même temps, bien que corsetée, cette forme de pouvoir n'a pu éviter une crise de la représentation politique. Empreinte des institutions réactionnaires de la V^{ème} République et crise politique croissante coexistent désormais. Ce qui sera dominant à l'avenir dépendra de l'action des travailleurs et des communistes révolutionnaires.

Il y a bientôt 10 ans, le référendum sur le TCE a montré le rejet croissant, outre la construction capitaliste de l'Europe, des partis co-gérants du pouvoir des monopoles.

Plus de 90 % de la représentation parlementaire (UMP-UDI-PS-radicaux) appelaient au « OUI », pourtant le « NON » l'a emporté avec plus de 56 % des suffrages.

Cependant, quelques mois après, les partis du Capital UMP et PS faisaient adopter par le Parlement une nouvelle mouture du TCE sans véritable et forte opposition dans le pays. Cette dualité : montée de la crise/verrouillage des institutions, a continué d'opérer en 2012 aux présidentielles.

En effet, ce système de pouvoir du Capital est moins fondé sur le consensus ou l'adhésion que sur le rejet de l'autre, sur la base de son bilan sanctionné par les électeurs. Cette « alternance » permet d'occulter cette double réalité :

- a/ ce sont les monopoles qui dirigent l'État, le gouvernement et fixe la politique du pays selon les intérêts de la classe exploiteuse,
- b/ cette politique des grandes entreprises ne manque pas d'engendrer colère et mécontentement, non pas majoritairement contre les capitalistes donneurs d'ordre mais contre leurs exécutants UMP ou PS successivement.

Depuis 2012, la politique social-démocrate a engendré un rejet massif notamment dans les couches populaires qui avaient fait preuve d'illusions sur Hollande. A toutes les élections partielles, on assiste à l'effondrement du PS qui souvent n'atteint pas le second tour ...

L'UMP regagnant les sièges perdus. Un autre élément tactique, voire demain stratégique du pouvoir du Capital est le recours fortement médiatisé au Front National tant par l'UMP qui reprend nombre de ses propositions que du PS qui agite l'épouvantail pour obtenir le « Front républicain » ... et conforter l'autre grand parti des monopoles.

Comment appréhender le rôle et le contenu de classe du FN ?

Le FN est un parti du Capital qui ne manque jamais, après des couplets démagogiques contre « Bruxelles », « l'Euro », de rappeler son attachement à la « libre entreprise ».

Sur quoi le différencier du PS et de l'UMP ?

Tout d'abord, le FN se renforce de la crise politique et du rejet croissant des deux partis dominants. Ensuite, il regroupe des couches sociales : petits patrons, professions libérales qui sont lésées par l'internationalisation croissante des forces productives.

D'où ces diatribes contre l'UE, à partir du point de vue de ces couches réactionnaires (au sens propre : qui veulent un retour en arrière) rêvant d'une France capitaliste dominante et débarrassée de l'interdépendance. Bien sûr la réalité objective et les mutations du système capitaliste ne permettront pas le retour à des traits passés de ce mode de production (cf. chapitre 2).

Les « solutions » du FN : contrôle des frontières, protectionnisme, mise en cause de l'Euro (toutefois Marine Le Pen propose une renégociation avec les autres gouvernements de l'UE), reconduite aux frontières des immigrés clandestins, Musulmans et Roms érigés en boucs-émissaires se situent toutes dans le cadre du capitalisme.

Le FN préconise aussi une réorientation des alliances internationales en se tournant vers la Russie capitaliste et le soutien aux initiatives diplomatiques de Poutine.

Le FN comme tous les partis fascisants cherche par la démagogie sociale à regrouper des couches populaires pour les détourner de la lutte contre le Capital, à diviser la classe ouvrière selon des critères d'origine, religieux ... pour affaiblir le mouvement ouvrier et syndical politiques.

C'est le parti de rechange pour les monopoles, au cas où la recherche du profit maximum serait menacée dans le cadre actuel de la V^{ème} République et de l'UE ; en cas de danger révolutionnaire ou de guerre.

UMP/UDI, PS, FN sont donc des partis du Capital qu'il faut dénoncer et combattre à partir des positions de classe.

L'URCF appelle à éviter le piège du « Front républicain » qui vise à conforter tel ou tel Parti cogérant du système, pas une voix au second tour pour les partis du Capital !

N'hésitons pas à aller à contre-courant ! Quant au danger fasciste, il faut à la fois l'appréhender mais ne pas céder à la panique.

En 2017, il est probable que l'alternance fonctionnera et que l'UMP sera aux affaires. Le poids des institutions est tel que même si Marine Le Pen l'emportait à la présidentielle, elle ne pourrait probablement pas gagner une majorité FN aux législatives.

Le dire ce n'est pas sous-estimer le danger mais comprendre et analyser la forme prise par le pouvoir du Capital dans notre pays.

La poussée du fascisme dans certains pays, c'est-à-dire de la tendance la plus réactionnaire et belliciste de l'impérialisme, oblige les communistes à s'inspirer de manière créatrice des enseignements du VII^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste (Rapport Dimitrov).

De manière créatrice et sans dogmatisme, par exemple les directions du PS ne peuvent pas être des alliées crédibles, elles qui ont alimenté le phénomène FN durant des décennies.

De plus, une politique antifasciste est indissociable d'une politique anticapitaliste car le fascisme est le produit de ce mode de production au stade impérialiste.

Après l'examen des forces politiques, piliers du capitalisme, quelques mots sur le rôle et la nature des partis réformistes.

Ces partis : Front de Gauche, PCF, trotskistes se situent sur le terrain des réformes pour aménager le système capitaliste.

Ils proposent une autre réorientation de l'UE sans toucher au pouvoir des monopoles, la transformation de la Banque Centrale européenne en Banque pour l'emploi. En France, le PCF appelle Hollande à appliquer « *le programme pour lequel il a été élu* » (sic.), à œuvrer au « *partage des richesses* ».

On ne peut combattre efficacement le capitalisme sans combat contre l'opportunisme qui s'inscrit dans l'aménagement du système d'exploitation, avec plusieurs thèses illusoire :

- L'alliance électorale avec le PS, parti du Capital, la dépendance du PCF avec le PS pour maintenir son appareil d'élus à tous les niveaux.
- La possibilité de transformer la société capitaliste en la réformant de l'intérieur, sans toucher à la propriété capitaliste pour aller vers une société « *plus humaine* », « *plus juste* », par une gestion capitaliste alternative.
- La possibilité de transformer l'UE en « *Europe sociale* » sans rompre avec les monopoles, en transformant (par une autre gestion) la Banque centrale européenne en « Banque pour les emplois ».

- Le PCF et le FDG se prononcent pour un « bon » capitalisme investissant dans la production, opposée au capitalisme financier spéculatif alors qu'au stade impérialiste du capitalisme, le Capital industriel et le Capital bancaire ont fusionné.
- Enfin, l'appartenance du PCF et du FDG au Parti de la Gauche européenne atteste de son ralliement de fait à l'UE impérialiste, à son cadre, son soutien aux guerres ou ingérences comme en Libye ou en Syrie, via les tentatives de criminaliser le communisme au nom de la « démocratie » reconnue par le parti de la Gauche européenne.

Ses critiques sectorielles et non globales sur la politique de Hollande-Valls, le refus d'entrer dans l'opposition ouverte au gouvernement et au Capital, le dialogue entre Pierre Laurent et Pierre Gattaz du MEDEF attestent que le PCF, au-delà de sa référence trompeuse au communisme, est une force d'aménagement du système chargée de désorienter la colère et le mécontentement dans l'impasse du réformisme.

La tâche des communistes révolutionnaires est d'arracher le masque de l'usurpation du PCF, afin que davantage de travailleurs puissent rejoindre la tâche historique de reconstruction d'un Parti communiste révolutionnaire.

2) la situation du syndicalisme

La situation du syndicalisme dans son ensemble est préoccupante. Le syndicalisme de classe et de masse a été affaibli sans commune mesure. Si les luttes locales existent, les travailleurs sont laissés sans stratégie et lutte d'ensemble.

Le syndicalisme dans l'ensemble est réduit à une structure d'accompagnement des contre-réformes qui liquident les conquêtes sociales du 20^{ème} siècle. L'affaiblissement du syndicalisme de classe et de masse a plusieurs sources :

- Objectives : la crise du capitalisme a accéléré les mutations économiques : casse industrielle dans les années 70/80 dans la métallurgie et la sidérurgie, amplifiée ces dernières années sous Sarkozy et Hollande.
- Cela a affaibli les bastions les plus aguerris dans la lutte de classe et dans la CGT. Le Capital, parallèlement, a favorisé l'intégration de toutes les directions syndicales au système capitaliste (sinécures, postes dans le Conseil économique et social ou la Confédération européenne syndicale).
- sur le plan théorique : le PCF entré dans des gouvernements bourgeois d'union de la gauche (1981, 1997), a énoncé la théorie de « nouveaux critères de gestion » s'attaquant de fait à des pans essentiels de l'économie marxiste.

Ainsi, la question de la propriété des moyens de production et d'échange a été minimisée puis niée ... ce qui a favorisé la rupture du PCF puis de la CGT avec l'objectif du socialisme fondé sur la propriété sociale et collective.

A la place de la lutte syndicale pour les salaires et donc pour diminuer les profits patronaux, on a substitué de « nouveaux critères de gestion » dans le cadre du système, fondés sur la hausse de la valeur ajoutée dans les entreprises. Le PCF puis la CGT adoptèrent ainsi une théorie impliquant une prétendue communauté d'intérêts entre le Capital et le travail.

Les « nouveaux critères de gestion » prônaient une sorte de compromis économique historique.

D'un côté pour augmenter la valeur ajoutée, le Capital était invité à augmenter la productivité et les cadences, de l'autre, les salariés étaient censés supposer bénéficier d'une hausse de la production (par les investissements sur la formation, la recherche, la production) sur le mode : « plus tu produis de richesses, plus tu peux partager ».

Évidemment, un tel scénario n'a pu se réaliser car le Capital, s'il n'est pas contraint par les luttes, ne cédera jamais.

Cette théorie des « nouveaux critères » a eu des incidences pratiques encore plus graves.

Avec le primat des « propositions » de gestion sur la pratique de luttes et de grèves ; le primat des « propositions » locales et des revendications catégorielles plutôt qu'au programme revendicatif national, les mots d'ordre et revendications nationales se sont affaiblis.

Les responsables et militants syndicaux ont été formés dans ce cadre qui, en même temps, voyait se dérouler le passage à l'austérité, aux déréglementations, aux privatisations. Une phrase revenait souvent dans les instances CGT : « *Il ne faut pas diaboliser le patronat* » dont on retrouve l'écho dans les paroles de Lepaon considérant les « *actionnaires comme des partenaires sociaux* ».

Les abandons des positions de classe ont été favorisés et accélérés par l'insertion et la reconnaissance de l'UE, prônées par les tenants des « nouveaux critères » et l'adhésion à la CES (Confédération européenne des syndicats), courroie de transmission des multinationales.

Dans ce dispositif de restructuration générale, la CFDT a été placée par le Capital et les divers gouvernements bourgeois aux avant-postes de l'intégration des syndicats à l'État capitaliste, via la collaboration de classe.

Le « syndicalisme rassemblé », identité aujourd'hui de la CGT, dévoie la nécessaire unité d'action des salariés dans les luttes et grèves dans de peu efficaces « journées d'action » espacées les unes des autres, « journées » le plus souvent subordonnées à l'accord de la CFDT, ce qui baisse le niveau des exigences revendicatives.

Sur les retraites, l'ANI, sur le Pacte de responsabilité, les travailleurs en colère n'ont pu mener les luttes victorieusement parce que la CFDT relayait le patronat et le pouvoir et que la direction CGT a de fait perdu son indépendance vis-à-vis de la CFDT et de la CES.

Toutefois, nous devons garder une démarche dialectique. La bureaucratie syndicale est une chose avec ses étroits intérêts (toucher les avantages et prébendes octroyés par la défense de l'impérialisme français et de la CES) ; mais les travailleurs ont d'autres intérêts. Le compromis permanent avec le Capital les étrangle.

Des grèves locales et la combativité existent malgré la domination des États-majors de la résignation. Luttes isolées mais courageuses mais laissées scandaleusement sans véritable appui et relais national.

La crise à la CGT qui garde le potentiel le plus élevé de luttes, à travers les scandaleuses révélations de l'affaire Lepaon, est aussi l'occasion de manœuvres d'appareil pour garder la ligne réformiste suivie au moins depuis 1995. (cf. L'intervention de L.Viannet)

Les communistes ne doivent faire aucun cadeau sur cette question. L'orientation dite « moderne » (en fait représentant la vieille collaboration de classe) est soutenue par les forces du Capital et les médias à leur service. Orientation dont il faut faire le bilan :

- aucun progrès significatif pour les travailleurs n'a été obtenu, au contraire, les conquêtes sociales du 20^{ème} siècle résultant des grèves massives, sous l'impulsion et la direction de la CGT, sont toutes affaiblies ou liquidées les unes après les autres.

L'absence de stratégie de classe et de masse a conduit aux défaites successives malgré la combativité des travailleurs y compris dans la dernière grande bataille nationale, celle des retraites.

Échec dû à l'absence d'un véritable syndicalisme de lutte de classe et d'une stratégie offensive qui auraient visé à faire plier le patronat et le pouvoir, non à aménager un texte inacceptable.

Les travailleurs, dans ces limites là, se sont bien battus.

Ce début de crise de l'orientation de la CGT pose plusieurs exigences : ne pas s'en remettre aux hommes et aux équipes « providentielles », veiller à ne pas étouffer le débat sous prétexte que Lepaon va être remplacé, combattre jusqu'à la renaissance d'une stratégie de lutte de classe.

La démocratie syndicale doit être impulsée par les syndicalistes. Dans les discussions, dans la section, l'UL, l'UD, la fédération, il ne faut pas se contenter de parler des « scandales » (réels) mais des orientations.

Comment la CGT est-elle arrivée à une telle crise d'identité voire de crédibilité ?

Il faut rejeter tous les fondements du « syndicalisme rassemblé », pour renouer avec l'identité de la CGT-U puis de la CGT réunifiée ; de sa pratique syndicale fondée sur l'antagonisme avec le Capital exprimé par les luttes de classe.

L'histoire de la CGT n'est pas « un long fleuve tranquille », elle est celle du combat permanent contre la collaboration de classe, contre l'anarcho-syndicalisme d'un Gustave Hervé rallié en 1914 à « l'union sacrée », contre le réformisme d'un Belin rallié à Pétain et ministre du Travail de Vichy et d'un Jouhaux scissionniste en 1947 sous l'injonction des États-Unis, de la CIA et de la social-démocratie.

Toujours les idées de luttes de classe parce qu'elles correspondent aux intérêts des travailleurs et permettent leur satisfaction, ont fini par l'emporter.

Deux autres leçons doivent être tirées.

Le pluralisme syndical a toujours été utilisé par le Capital pour diviser les travailleurs, pour obtenir que les syndicats de collaboration, stylos en mains, signent des accords néfastes pour les salariés.

Ce sera une des tâches, selon nous, du Parti des communistes révolutionnaires que d'appeler les syndicalistes à travailler à unifier le mouvement syndical en une seule centrale de lutte de classe, avec le mot d'ordre : une seule classe, une seule centrale. Mais cette perspective historique prendra beaucoup de temps.

Enfin, n'oublions jamais que le syndicalisme révolutionnaire a pu se développer parce qu'il existait dans ce pays un Parti communiste puissant. C'est d'ailleurs avec la domination de l'opportunisme puis la liquidation du PCF comme parti révolutionnaire, que le syndicalisme d'accompagnement et d'aménagement a pu dominer dans la CGT.

Nul doute que l'unification de « *Communistes* » et de l'URCF avec l'émergence d'un seul Parti révolutionnaire, contribuera par son existence, ses orientations, ses objectifs de lutte, sa stratégie révolutionnaire pour le socialisme, à donner les armes aux travailleurs d'avant-garde pour faire renaître le syndicalisme de classe et de masse de la CGT à partir des luttes et grèves.

3) La critique de la politique du Capital et de la social-démocratie

En 2012, l'alternance a fonctionné et Hollande a été élu par défaut (rejet de la politique de Sarkozy). Le 1^{er} mai 2012 dans un tract nous avertissions « *aujourd'hui on dégage Sarkozy, demain on dégage Hollande* » et on affirmait se ranger dès maintenant dans l'opposition anticapitaliste si Hollande l'emportait.

Je voudrais tirer des leçons pour l'avenir. Notre appel n'était pas un ralliement à Hollande ou au vote pour sa candidature mais nous ne voulions pas nous couper des travailleurs nombreux qui voulaient voter contre Sarkozy et avaient de nombreuses illusions sur Hollande.

On ne peut combattre le pouvoir du Capital, fondé sur la cogestion UMP/PS, sans aller clairement à contre-courant des illusions engendrées par la mystification de l'alternance, quels que soient les partis bourgeois en présence au second tour.

A l'avenir, nous appellerons au refus de vote au second tour, sinon même en la dénonçant, on accompagne la thèse d'une prétendue opposition droite/gauche ou du « Front républicain » contre le FN.

Comme nous l'avons annoncé, la politique de Hollande, dictée par les monopoles, s'inscrit dans la continuité aggravée de celle de Sarkozy. La stratégie du Capital doit bien être appréhendée pour être combattue efficacement.

Sur fond de crise et de baisse tendancielle du taux de profit, pour assurer le profit maximum, les monopoles poursuivent l'objectif de détruire toutes les conquêtes sociales du 20^{ème} siècle obtenues par les luttes de classe des travailleurs et l'existence de l'URSS et d'un camp socialiste qui exerçaient une pression maximale sur les États capitalistes.

Autre objectif lié au premier, la destruction des droits sociaux.

C'est ainsi qu'on peut éclairer la source de deux réformes phares du gouvernement Hollande/Valls : le Pacte de responsabilité et la loi Macron qui ont pour finalité globale : la baisse du « coût » du travail.

Le Pacte de responsabilité, après l'accord de l'ANI, constitue une attaque majeure contre le monde du travail. Ce Pacte entre le MEDEF, la social-démocratie et les syndicats de collaboration de classe, institutionnalise les aides publiques au Capital, le transfert des revenus du travail dans les poches du Capital (230 milliards d'aides aux entreprises plus 30 milliards d'exonérations des « charges patronales » plus 10 milliards d'économies sur les dépenses publiques).

C'est ainsi vouloir légitimer et légiférer la politique d'austérité par le Parlement pour les années à venir. Là où l'austérité était présentée comme conjoncturelle, « en attendant la reprise » ou la conditionnant, avec le Pacte elle devient la politique obligatoire du pays.

Le Pacte vise à inscrire la collaboration de classe comme norme législative, afin d'instituer un consensus avec la politique du Capital ; à présenter comme un passage obligé, la baisse des dépenses publiques sous prétexte de s'attaquer à la dette de l'Etat (résultat des aides au Capital et aux banques) et de respecter les critères de convergence concoctés par l'UE.

Les communistes révolutionnaires seuls peuvent dénoncer et combattre ce Pacte jusqu'à son abrogation. Il faut là aussi, se démarquer des positions opportunistes du PCF/FDG et de la direction CGT. Nous avons besoin d'une opposition au Pacte, non de son aménagement et du « partage des richesses » qui s'inscrit dans les aides au Capital (et donc à sa rémunération supplémentaire par l'État bourgeois).

Les « Frondeurs » s'inscrivent également dans cette politique qui vise à rendre la pilule amère plus digeste ... et à relancer la mystification droite/gauche sur fond de rejet de Hollande.

La loi Macron (lui aussi symbole de la fusion des conseils d'administration des monopoles et de l'appareil d'État comme ancien haut responsable de la banque Rothschild), constitue une véritable régression de civilisation.

Loi Macron, c'est tout pour les patrons ! Cette loi constitue un pas significatif vers la destruction du Code du travail, en évoquant la démarche de la loi Le Chapelier du 18^{ème} siècle puisqu'elle s'attaque directement au contrat de travail qui devient de fait non régi par des conventions collectives mais par un accord employeur-salarié.

La mesure phare est le renforcement de l'autorisation du travail le dimanche de 5 à 12 semaines et de nuit dans les zones franches. Il s'agit en réalité d'une réforme transitoire à la suppression du temps de repos légal, ce dernier serait alors subordonné aux besoins du patronat.

La vraie question éludée est celle du pouvoir d'achat. Le problème pour les familles populaires n'est pas d'avoir plus de jours pour acheter mais plus d'argent. Mais voilà, les besoins satisfaits par la loi Macron visent les touristes fortunés ou les bourgeois français.

La loi Macron s'attaque aux instances de défense des salariés en affaiblissant les pouvoirs des Prud'hommes, des inspecteurs du travail, de la médecine du travail afin que les patrons aient les mains toujours plus libres pour licencier.

Ces contre-réformes sont la couverture légale pour faire payer toujours plus la crise du capitalisme par ceux qui produisent pourtant toutes les richesses sociales : les travailleurs !

Les conséquences sont dramatiques pour la classe ouvrière, les employés et même certains éléments des couches moyennes. On assiste à une polarisation sociale de plus en plus accentuée entre, d'un côté l'aristocratie financière et de l'autre les travailleurs paupérisés.

Pour les premiers, l'enrichissement est le produit de l'exploitation, des aides publiques, du pillage et transfert de l'argent public qui permet d'accumuler toujours plus de capitaux et de spéculer.

En 2013, les monopoles du CAC 40 ont réalisé 80 milliards de profits dont 42 ont été versés aux actionnaires ! Et la fortune de l'oligarchie a crû de manière significative.

Les 500 familles les plus riches de France ont vu leurs revenus s'accroître de 15 % en moyenne en 2014 (25% en 2013). Leur richesse se monte à 390 milliards.

Les plus puissants sont les suivants :

B. Arnault	LVMH (luxe/mode)	27 milliards
L. Bettencourt	L'OREAL	26 milliards
Mulliez	AUCHAN	20 milliards
A. Dumas	HERMES	17 milliards
G et A Wertheimer	CHANEL	14,5 milliards
S. Dassault	DASSAULT	13,5 milliards

Pour indiquer l'ampleur de cette polarisation sociale, la fortune de B Arnault correspond à 1,9 million d'années d'un smicard !

Pour satisfaire ses intérêts de caste, le Capital conduit le pays et les travailleurs à la catastrophe économique et sociale. Mais aucun mode de production, même pourrissant, ne tombe de lui-même. Il faut une révolution sociale et politique pour renverser le vieux mode de production.

Le chômage a cru de 500 000 personnes en 2 ans ! Le chômage, au-delà des statistiques officielles, touche plus de 6 millions de salariés alors que les ruptures conventionnelles (non prises en compte dans le chômage) ont concerné 300 000 salariés en 2013. Il y a 8 millions de pauvres, 150 000 SDF y compris maintenant de plus en plus de femmes et d'enfants. 150 000 jeunes de moins de 12 ans ont quitté le système scolaire pourtant obligatoire.

Le prix du logement dans les grandes villes atteint des sommets exorbitants comme des chambres à 500/600 euros par mois à Paris.

La précarité (26 % des emplois des jeunes) se renforce d'année en année. Une vaste propagande du Capital se déploie contre les CDI et les statuts, renforcée par le récent prix Nobel d'Économie Jean Tirole, qui appelle à un contrat unique qui aurait l'avantage pour le patronat, de repousser à 3 ans la période d'essai !

Offensive idéologique contre les chômeurs et allocataires que le gouvernement (Rebsamen), l'UMP et le FN assimilent à des fraudeurs.

Rappelons à ces politiciens au service des forces de l'argent, que ceux qui abusent des allocations le font à hauteur de 1 % des sommes totales versées, alors que la fraude fiscale des capitalistes est évaluée à 80 milliards ! Mais il est plus facile de s'en prendre à un chômeur qu'à un détenteur de fortune.

Le secteur industriel ne cesse d'être affaibli par les délocalisations et le transfert des emplois, là où le prix de vente de la force de travail est au plus bas.

Le secteur industriel en France représente seulement 12,7 % du PIB (derrière dans l'UE, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie soit - 50 % en 10 ans). Tonio Sanchez au Congrès de « *Communistes* » a livré ces chiffres accablants : Les transports ont perdu 10 000 emplois cette année, PSA et Renault ont supprimé 70 000 emplois en 10 ans.

Confrontés à tous ces maux, les travailleurs doivent cibler clairement les responsabilités. Certains accusent « l'Europe », « Bruxelles », la « Troïka (FMI, UE, Banque centrale européenne).

Mais ainsi, on s'attaquerait seulement aux conséquences et aux instruments du Capital, en dédouanant (volontairement ou non, le résultat est le même) la classe capitaliste qui, nationalement et internationalement avec son système d'exploitation, est responsable de tous ces maux.

Cela appelle une double réflexion et un double appel à l'action :

La bourgeoisie monopoliste prouve chaque jour son incapacité à diriger selon l'intérêt du pays et de la majorité laborieuse des citoyens. Elle ne gouverne, et c'est inhérent au mode de production capitaliste, que selon ses intérêts de caste.

C'est à la classe des exploités, classe ouvrière en tête, de prendre les rênes du pays. Le capitalisme s'avère incapable de satisfaire même des besoins élémentaires et vitaux, qu'il soient matériels et culturels, à faire bénéficier pleinement la société des potentialités techniques et scientifiques immenses.

Le capitalisme est devenu un régime caduc depuis longtemps, l'objectif de le renverser par une révolution socialiste est le seul moyen pour en finir avec l'exploitation, la misère, les oppressions de toute nature et les guerres.

4) Comment combattre et renverser une telle montagne ?

La colère et le mécontentement sont grands mais ne débouchent pas sur des perspectives politiques de combat. Plus que ceux qui prônent (utopie réactionnaire), d'aménager le système capitaliste, ceux qui profitent et dévoient cette colère sont le FN avec son entreprise de division des travailleurs, sa recherche de boucs-émissaires pour dévier les coups à porter au Capital.

Les communistes révolutionnaires ont donc une immense responsabilité, qu'eux seuls peuvent accomplir.

1. Il faut redonner confiance en leurs forces aux travailleurs et à la classe ouvrière. Tout d'abord en valorisant et en popularisant les luttes existantes pour les salaires et l'emploi. C'est aussi le meilleur moyen de défendre un syndicalisme de classe.

2. Il faut être les « champions » de l'unité dans l'action de la classe ouvrière et des travailleurs, à l'heure où le capitalisme divise en statutaires, CDI, CDD, où les monopoles engendrent des filiales et autres sous-traitances ; ce qui passe par la bataille pour revaloriser par le haut, les conditions de travail et de salaires.
3. Cela implique le combat idéologique contre la conception du monde véhiculée par le Capital. Prenons leur vocabulaire : Nous devons le combattre résolument et montrer ce qui se cache derrière les termes diffusés massivement par les médias : « *partenaires sociaux* », « *dialogue social* », « *entrepreneurs, créateurs des richesses sociales* », « *modernité du travail le dimanche et la nuit* », salaires bruts présentés comme « *charges patronales* ». Les camarades délégués pourront donner d'autres exemples. Tous ces termes visent à contrecarrer la réalité des antagonismes de classe, la lutte de classe, la nécessité des grèves pour se défendre, le rôle révolutionnaire de la classe ouvrière et de ses alliés et à camoufler l'exploitation de l'homme par l'homme !

Les communistes révolutionnaires doivent montrer quelles sont les voies de luttes nécessaires, d'abord pour se défendre puis contre-attaquer. Les négociations ne peuvent avoir une quelconque efficacité qu'après la création d'un rapport de forces qui ne peut être réalisé que par la grève. Il faut réévaluer la nécessité des grèves générales dénigrées par les syndicalistes de collaboration avec le Capital, montrer l'exemple des travailleurs grecs, italiens, espagnols, portugais. Les grèves massives, solidaires et non de simples « journées d'action » prises sur les heures de délégation sont de plus en plus nécessaires, alors que le Capital, par recherche du profit maximum, refuse toute concession.

Le but de la grève c'est d'arrêter et de bloquer la production afin que cela coûte des pertes d'argent au Capital.

D'où l'importance de la grève générale. Enfin, il faut chiffres à l'appui, montrer que l'argent existe pour satisfaire les revendications sans créer des illusions sur de quelconques « Robin des Bois » qui redistribueraient les richesses.

C'est seulement par leurs luttes et grèves que les travailleurs pourront améliorer, en leur faveur, le rapport entre plus-value et salaire. Cela exige que les communistes et syndicalistes avancent des revendications unifiantes.

4. Seuls les communistes révolutionnaires peuvent éclairer les masses populaires sur les objectifs de lutte. Outre la bataille sociale, il faut conduire la bataille politique contre le capitalisme. On sait que les idéologues du Capital parlent de « société post-industrielle », de « disparition de la classe ouvrière », que les réseaux veulent se substituer au Parti d'avant-garde etc. La réalité objective infirme totalement ces vues qui ne profitent qu'au système d'exploitation.

Tout d'abord, tous les biens matériels, y compris les ordinateurs chers aux tenants des réseaux, sont produits par le prolétariat au sens moderne (y compris les techniciens et ingénieurs de production). La classe ouvrière a plus que jamais un rôle décisif dans la production des richesses matérielles, par sa place dans les rapports de production parce que ses éléments les plus avancés sont porteurs d'un nouveau mode de production : le socialisme-communisme, parce qu'elle constitue la base matérielle du Parti communiste, Parti révolutionnaire, parce qu'elle seule est à même de rassembler toutes les victimes du capitalisme en forgeant de solides alliances de classe pour combattre puis vaincre le Capital.

Progresser dans cette guerre de tranchées contre le MEDEF et ses relais politiques est une nécessité pour diffuser la conscience révolutionnaire. Notre point d'appui, ce sont nos campagnes politiques.

Tout d'abord avec nos sections d'entreprises qui par leurs journaux relient la bataille pour les salaires, l'emploi, les conditions de travail à la dénonciation et lutte contre le capitalisme, pour le socialisme comme seule alternative.

Jusqu'ici, nous avons toujours mené les batailles électorales sur le fond (Cf. Élections présidentielles, européennes) même si nous appelions à l'abstention. Dans le processus d'unification avec « *Communistes* », l'URCF va s'engager aux côtés de nos camarades dans plusieurs échéances.

Aux législatives (4^{ème} circonscription du Doubs), circonscription de l'ancien ministre social-démocrate de l'Économie : Moscovici, actuel commissaire européen chargé de veiller au respect des critères de convergence, l'URCF appelle à soutenir la liste de « *Communistes* » conduite par notre camarade Tonio Sanchez par une déclaration dont vous avez pris connaissance mais aussi par notre présence sur le terrain.

C'est une bataille importante pour faire connaître les propositions des communistes révolutionnaires contre les candidats des partis du Capital : PS, UMP, FN et les tenants de l'aménagement du capitalisme.

En mars, lors de la bataille des départementales, nous appellerons à voter pour les listes présentées par « *Communistes* » et pour les listes communes « *URCF-Communistes* ». En décembre, ce seront les élections régionales. Si le processus d'unité des communistes révolutionnaires (comme nous le souhaitons tous) aboutit, ce sera la première bataille électorale du Parti communiste unifié, le seul Parti révolutionnaire.

5) L'Union européenne

La politique de la France depuis des décennies est indissociable de celle de l'Europe impérialiste (l'UE).

L'UE est l'instrument de coordination des multinationales pour favoriser la « Libre concurrence sans entraves ». Les États capitalistes dans l'UE ont donc une stratégie commune pour réaliser le profit maximum de leurs grandes entreprises : déréglementation des emplois, chômage de masse, précarité, mise en concurrence des salariés, privatisations massives des services publics.

La construction de l'Europe impérialiste correspond à la loi de concentration des entreprises et au besoin de marchés élargis, ici continental et mondial. La classe capitaliste française, comme toutes les autres bourgeoisies européennes, a un intérêt de classe évident à s'intégrer dans la « construction européenne ». Elle n'est donc nullement victime ni même « vendue », elle joue un rôle majeur dans l'UE, l'axe Berlin-Paris est l'expression de ce condominium impulsé par l'Allemagne la puissance dominante.

Le capitalisme français utilise l'UE pour réaliser les profits de ses grands groupes, institutionnaliser l'austérité politique obligatoire de l'UE, sous couvert des « critères de convergence » sur les déficits publics autorisés.

A l'échelle de l'UE, ce sont les mêmes forces politiques : libéraux-conservateurs et sociaux-démocrates qui se succèdent en alternance pour gérer selon les intérêts exclusifs des grands groupes. Ces forces sont en consensus profond sur toutes les questions essentielles.

Quand l'une ou l'autre arrive au pouvoir, la continuité de la politique de réduction des dépenses publiques, de baisse des salaires et pensions, de casse des droits du travail, est assurée.

Un soutien camouflé, mais réel est apporté à ces forces du Capital par les partis opportunistes appartenant au Parti de la gauche européenne (PCF/FDG, Syriza, Linkspartei, Gauche unie espagnole ...) qui rejette toute analyse de classe de l'UE, pourtant édictée par les monopoles et pour les monopoles.

Alors que l'UE est réellement aux mains de la Table Ronde des Industriels Européens, le réformisme élude cette question et surestime la nature démocratique, partant de là, les réformistes estiment possibles les « transformations sociales » dans le cadre du pouvoir absolu des multinationales.

En prônant une « Europe sociale » dans le cadre du capitalisme, le Parti de la Gauche européenne sert de force d'appoint et d'aménagement des États impérialistes d'Europe.

D'autant plus nécessaire au Capital, qu'après les illusions qui ont pu exister dans le passé, la colère et le mécontentement s'exercent à l'égard de la construction européenne.

Il y a 10 ans, le NON français victorieux au TCE (Traité constitutionnel européen), les votes similaires des Néerlandais, Irlandais, les grèves générales des travailleurs de Grèce, ont ouvert une nouvelle étape, celle de l'aiguinement des contradictions entre pays membres, entre grands groupes, entre tenants du fédéralisme et du statu-quo.

Dans un premier temps, l'UE a utilisé ses méthodes antidémocratiques, par exemple en France, en organisant un vote au Parlement pour une mouture jumelle du Traité rejeté à 56 %, véritable putsch institutionnel réalisé par l'UMP, le Centre et le PS.

Mais rien n'a été résolu sur le fond pour le Capital. La crise systémique se manifeste avec le plus de force sur le continent européen. Il faut appréhender de manière matérialiste la nature structurelle et de classe de l'UE.

L'UE n'est pas encore un État fédéral, ce qui impliquerait qu'un État se serait assujéti tous les autres car il ne peut y avoir égalité des nations sous le capitalisme.

Les États-nations affaiblis par la politique des monopoles continuent d'exister et agissent en premier lieu pour assurer les marchés de leurs groupes.

L'UE est un cartel d'États impérialistes où les contradictions sont aiguës derrière la recherche de l'unité de façade. Précisons, les États de l'UE sont unis contre les intérêts des travailleurs, élaborent la stratégie d'austérité tous azimuts

pour faire payer la crise aux peuples-travailleurs, pour intervenir militairement ou s'ingérer comme en Ukraine, dans les affaires d'autres États mais sur fond de concurrence entre monopoles.

La marche vers l'Europe fédérale (objectif affiché par les divers traités) marque le pas. C'est ainsi le résultat de la résistance des peuples qui exerce une pression sur certains gouvernements ; résistance qui n'a pas forcément un caractère de classe comme en Grande-Bretagne ou en Allemagne où l'euro-scepticisme progresse. Pourquoi ? Parce que les directives de l'UE peuvent entrer en contradiction avec les intérêts des monopoles « nationaux ».

Certains États voient une solution à leurs difficultés dans un accord transatlantique qui ouvrirait le marché européen, sans aucune entrave, aux produits américains mais sans aucune garantie de réciprocité, le marché US étant régi par un fort protectionnisme.

L'impérialisme allemand, tout en affichant un intérêt diplomatique, ne peut qu'y voir une menace sur son hégémonie dans l'UE. L'inégalité de développement entre États capitalistes et la montée de la Chine comme aspirant à la domination mondiale, pousse les États-Unis à regagner les positions perdues en Europe. C'est vital pour leurs grands groupes ... mais cela va renforcer les contradictions entre pays capitalistes puisque le grand Capital des États d'Europe a besoin de toujours plus de concentration et de marchés. Dans tous les cas de figure, les peuples n'ont rien de bon à attendre de l'UE impérialiste, nous sommes ses opposants résolus, à partir de notre approche de classe.

Le combat contre l'UE, pour la rupture nationale et internationale, est indissociablement lié au combat pour le socialisme. C'est un combat révolutionnaire !

La aussi, il faut se dissocier et combattre les points de vue opportunistes prônant un simple aménagement du capitalisme. Il y a les tenants de l'UE camouflés sous couvert d'une UE sociale ou d'un Euro « monnaie commune » (PCF-FDG). Mais il y a aussi les tenants d'une approche nationale des phénomènes sociaux qui dissocient la lutte contre l'UE de la lutte pour la Révolution socialiste en préconisant une sortie de l'UE par la France sans rupture avec le mode de production donc dans le cadre du système.

Certains prônent même une alliance avec des organisations bourgeoises gaullistes et diffusent l'idée qu'une France capitaliste « indépendante » est la condition nécessaire pour poser la question du socialisme. D'autres ou les mêmes, prônent la rupture avec l'euro, le retour à la monnaie nationale. Et certains d'ajouter qu'ainsi une dévaluation du franc relancerait « nos » exportations. Que gagneraient les travailleurs ? Il y aurait inflation, hausse des prix et, au nom de la « défense de la monnaie nationale », le recours à la politique d'austérité. La racine des maux dont souffrent les travailleurs et le pays ne se situe pas dans les mesures afférentes, les conséquences mais dans leur source, le système capitaliste avec sa propriété privée des moyens de production et son État des monopoles.

Ce n'est pas en se situant dans le cadre capitaliste, en l'aménageant « nationalement » ou « socialement » que les besoins et aspirations des travailleurs pourront être satisfaits. Ces mêmes personnes s'appuyant sur leurs conceptions nationalistes accusent l'URCF de « nihilisme national » etc.

La défense et reconquête de la souveraineté nationale et populaire ne peut être le fruit d'une simple « Union des patriotes » sans démarcation de classe. La classe capitaliste au stade impérialiste du capitalisme, sur fond d'action de la loi d'interdépendance entre pays, a besoin de marchés élargis pour réaliser ses juteux profits et tend à liquider la souveraineté du pays devenue entrave à ses intérêts de classe. C'est le socialisme qui assurera l'indépendance nécessaire du pays, en rompant avec le capitalisme et toutes les instances impérialistes : UE, FMI, OMC, OTAN. C'est la classe ouvrière à la tête des travailleurs qui assurera la continuité de notre Nation en lui apportant son caractère socialiste et internationaliste.

Chapitre 2 : le système mondial de l'impérialisme

Nous assistons ces dernières années à un aiguisement de la crise du système capitaliste, caractérisée par la suraccumulation des capitaux et la surproduction. Le capitalisme au stade impérialiste est plus que jamais pourrissant et parasitaire.

La crise est bien celle de ce mode de production exacerbant toutes ses contradictions internes : caractère privé de l'appropriation et de la propriété / caractère social de la production, potentialité des forces productives et rapports caducs de production et d'exploitation ...

Cette crise globale du capitalisme ne peut être résolue que par le renversement du capitalisme nationalement et internationalement instaurant le socialisme et le pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés.

L'analyse matérialiste et scientifique de la crise est primordiale pour tous ceux qui aspirent à combattre les méfaits du capitalisme au quotidien. Penser que la crise est la conséquence d'un simple cancer financier comme l'analyse l'opportunisme contemporain, sert de justificatif à solutionner les maux dont souffrent les peuples par l'antilibéralisme, une politique dite de « gauche » qui vise simplement à aménager le capitalisme sans toucher à la propriété des moyens de production et d'échange et à l'État capitaliste.

Le réformisme (théorie de l'aménagement du système d'exploitation) revêt un caractère utopique réactionnaire, canalisant le mécontentement et la colère des travailleurs pour les placer dans l'impasse de la défense du capitalisme sous couvert de son aménagement.

L'inégalité de développement propre au capitalisme a conduit à l'élargissement du système impérialiste. Une trentaine de pays ont atteint le stade monopoliste (impérialiste). Toutefois, leurs monopoles ont des poids très différents dans le monde. Cela constitue la base objective pour la concurrence et l'affrontement entre les monopoles et les États impérialistes.

Voici à travers l'examen des PIB en 2008 et 2014, les indices de cette inégalité de développement.

2008	PIB milliards \$	pourcentage	classement
Etats-Unis	14 264 600	23,7 %	1 ^{er}
Japon	4 923 761	8,20 %	2 ^{ème}
Chine	4 401 614	7,33 %	3 ^{ème}
Allemagne	3 667 513	6,11 %	4 ^{ème}
France	2 865 637	4,77 %	5 ^{ème}
Grande-Bretagne	2 674 085	4,45 %	6 ^{ème}

2014	PIB milliards \$	pourcentage	Classement
Etats-Unis	17 416 000	23,5 %	1 ^{er}
Chine	10 355 000	14 %	2 ^{ème}
Japon	4 770 000	6,4 %	3 ^{ème}
Allemagne	3 820 000	5,1 %	4 ^{ème}
France	2 902 000	3,9 %	5 ^{ème}
Grande-Bretagne	2 848 000	3,8 %	6 ^{ème}

On constate que l'écart entre la Chine et les Etats-Unis se resserre peu à peu mais surtout le lent (et relatif) déclin des principales puissances de l'UE. Un Etat fédéral européen dépasserait les Etats-Unis mais cela impliquerait la liquidation des économies nationales, la suppression de millions d'emplois et de milliers d'entreprises. Ce qui freine cette marche vers la fédéralisation, ce sont bien les contradictions entre Etats impérialistes d'Europe.

L'extension du capitalisme à la quasi-totalité des pays du globe ne doit pas conduire à des conclusions théoriques et pratiques erronées.

L'inégalité de développement, la délocalisation des entreprises là où est le plus bas possible le prix d'achat de la force de travail a favorisé le développement capitaliste des États émergents, Chine, Inde, Brésil, Corée du Sud ...

Les monopoles gardent une base nationale, les États sont au service du déploiement de leurs grandes entreprises (cf. les visites du chef d'État à l'étranger où ce derniers est accompagné des grands patrons du CAC 40). Le capital financier transnational, s'il se développe, n'est pas encore dominant parce que le capitalisme garde encore une base nationale pour l'essentiel.

Ces dernières décennies toutefois, la loi économique d'interdépendance entre pays s'exerce avec toujours plus de force. Cela se traduit par le caractère multinational des capitaux dans telle ou telle grande société pour conquérir les marchés continentaux et mondiaux avec les alliances politiques afférentes entre États ; par la formation d'alliances impérialistes telles l'Union européenne, l'Alena, les BRICS ... ces diverses instances capitalistes se livrent une concurrence effrénée pour affaiblir leurs rivaux, pour la lutte pour un nouveau repartage du monde.

La volonté des Etats-Unis de créer un marché transatlantique avec l'UE a pour but d'écouler les capitaux et marchandises américaines sur le continent européen ... pour reconquérir les positions perdues. Ses défaites militaires

en Irak, Afghanistan participent de son affaiblissement. La crise économique du capitalisme a affaibli également ses rivaux comme le Japon et l'UE (la zone la plus fragilisée par la crise).

De plus à l'intérieur même de ces blocs impérialistes se livre la compétition entre les États qui les composent. Prenons l'UE : derrière la recherche d'unité au sommet, les contradictions sévissent entre l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie parce que chaque pays agit avant tout pour soutenir et renforcer ses propres monopoles.

Ces contradictions entre grands groupes, États, blocs se manifestent avec acuité dans la recherche de la mainmise sur les ressources énergétiques comme le gaz, le pétrole, les minerais rares (Moyen-Orient, Afrique, Ukraine).

Ces contradictions exprimant la nature rapace du capitalisme sont la source matérielle des guerres actuellement locales et régionales mais qui peuvent déboucher sur un conflit mondial y compris entre États capitalistes.

Il est nécessaire de défendre et développer l'analyse léniniste de l'impérialisme contre ses nombreuses révisions. Certains courants anti-impérialistes et même communistes défendent la théorie de « l'Empire US » selon laquelle l'impérialisme américain serait le seul État impérialiste sur base de sa domination mondiale. D'autres ajoutent aussi, le « petit » Empire allemand dans l'UE. Cette théorie opportuniste constitue un abandon des principes marxistes-léninistes, en ignorant de fait le caractère impérialiste des autres pays de capitalisme de monopoles et a pour conséquence de ranger les forces ouvrières et démocratiques à la remorque de « leur » État capitaliste ; ouvrant ainsi la voie à de nouvelles Unions sacrées comme en 1914 !

L'abandon du léninisme concernant la nature de l'impérialisme a surgi dans certains secteurs du mouvement communiste international dans les années 60.

Ainsi la théorie du PCUS de Khrouchtchev sur la « coexistence pacifique » fondée sur l'entente au sommet avec les États-Unis a contribué à faire oublier le lien intrinsèque entre capitalisme et guerre.

Plus encore, la théorie du PCC (Parti communiste chinois) sur les « Trois-mondes » en désignant pour seuls ennemis les deux « superpuissances » : USA, URSS puis rapidement cette seule dernière » ...a finalement prôné l'alliance avec les autres États impérialistes d'Europe, dont le caractère impérialiste était quasiment nié, sous couvert de « second monde » ! !

Les événements d'Ukraine ont surgi sur la base des contradictions entre États capitalistes. Les États-Unis et les États de l'UE au moyen d'un coup d'État réactionnaire cherchaient à conquérir des positions de marché, à encercler et affaiblir leur rival russe.

L'impérialisme des pays de l'OTAN, le plus belliciste et agressif n'hésitant pas pour ses objectifs de rapine à appuyer y compris militairement les forces nazies et fascistes ukrainiennes.

Ce fait évident entraîne des conclusions erronées, opportunistes de certains groupes qui parent de « rouge » l'impérialisme russe (capitalisme de monopoles d'ailleurs très concentré).

Il y a confusion sur l'utilisation des contradictions inter-impérialistes comme le fit avec brio l'URSS dans son alliance antifasciste avec les États-Unis et la Grande-Bretagne contre l'Allemagne hitlérienne et le Japon militariste avec l'effacement de l'analyse de la nature de classe des pays qui sont amenés à s'opposer aux États-Unis et à l'UE.

En Ukraine, les communistes et antifascistes ont eu raison de rechercher l'appui, jusqu'à un certain point de la Russie capitaliste contre l'ennemi principal les États-Unis et l'UE, mais jamais les marxistes-léninistes ukrainiens et russes n'ont gommé le caractère capitaliste impérialiste de la Russie. Pas que franchissent allègrement certains courants opportunistes en France et ailleurs. Ce n'est pas seulement une question théorique elle a des implications pratiques.

En France, certains secteurs de l'UMP et le FN prônent le dialogue et l'entente avec la Russie capitaliste de Poutine ... comme les courants opportunistes.

De même, pour ceux qui présentent la Chine comme « socialiste » alors que l'exportation des capitaux, son insertion dans le FMI, sa pénétration par ses monopoles (Afrique, achat moitié port du Pirée à Athènes, aéroport de Toulouse-Blagnac) traduisent bien le stade impérialiste atteint par la Chine.

Les marxistes doivent plus que jamais déployer leur approche de classe sinon des forces se réclamant du communisme seront conduites à obscurcir la nature du socialisme et à se ranger derrière tel État capitaliste comme en 1914.

Les BRICS constituer l'alliance de ces nouveaux États impérialistes émergents qui visent à terme à concurrencer la domination de Washington, non par anti-impérialisme, mais pour permettre à leurs entreprises de conquérir de nouveaux marchés.

Nul doute qu'à l'avenir, les BRICS verront s'aggraver les contradictions entre pays membres ... Telle est la loi de la concurrence capitaliste !

Les communistes révolutionnaires combattent l'ensemble du système impérialiste mondial et avant tout leur propre impérialisme. Ils utilisent, selon leur intérêt de classe, les contradictions entre États ou blocs capitalistes mais ils doivent rejeter tout oubli du caractère capitaliste de ces États ou blocs, ce qui reviendrait à intégrer la classe ouvrière et les travailleurs aux forces réformistes ou patriotiques servant le Capital.

Le système impérialiste mondial est l'ennemi des peuples, c'est sa base sociale qui engendre les guerres et le fascisme. La lutte anti-guerre et anti-fasciste revêt avant tout un caractère anticapitaliste.

Quand le Front de Gauche et le PCF appellent l'ONU ou l'UE à des interventions militaires sous couvert d'ingérences humanitaires comme en Libye ou en Syrie, ces forces servent les intérêts de la classe capitaliste et du système impérialiste présenté comme « démocratique ».

La crise organique du système capitaliste encourage les divers pays, surtout États-Unis et UE, à considérer la guerre comme un moyen de détruire les capitaux en excès et les forces productives, à encourager partout les forces fascistes qui représentent les monopoles les plus bellicistes.

Les Etats de l'OTAN (Etats-Unis, Pays de l'UE) misent de plus en plus sur les guerres de repartage du monde pour conserver et regagner les positions de marché perdues ou menacées.

C'est la base pour la politique agressive et belliciste des Etats-Unis et de l'UE (notamment de la France), principaux auteurs de guerre dans le monde. Guerres impérialistes (Ukraine, Afrique, Moyen-orient, Asie centrale) camouflées par la rhétorique trompeuse sur les « ingérences humanitaires », la « démocratie », la « guerre contre le terrorisme ».

Les récents événements en France : attentat terroriste criminel contre Charlie hebdo et des clients d'un supermarché kasher, est le prétexte à travers une vaste campagne orchestrée sur « l'unité nationale », provenant des partis de droite, du PS et du PCF/Front de gauche, pour lancer des déclarations significatives sur le « *nous sommes en guerre* » avec l'appel à des législations d'exceptions du type patriot Act de Bush.

Les communistes révolutionnaires doivent éclairer ce qui se cache derrière les manœuvres politiciennes, il s'agit pour les partis du Capital, d'appliquer la stratégie des monopoles visant au repartage du monde dans lequel l'impérialisme français veut sa part. Pour cela, la restriction des libertés démocratiques est indispensable pour avoir les coudées franches dans le déclenchement de nouveaux conflits comme en Syrie. Hollande déclare regretter « *qu'il n'y ait pas eu d'intervention armée contre la Syrie en 2013* ».

Le capitalisme est un système mondial et c'est à cette échelle qu'il faut appréhender ses lois économiques et son fonctionnement même si les monopoles relèvent encore d'une base nationale. Ainsi les thèses de l'idéologie bourgeoise sur la société post-industrielle, la prétendue disparition de la classe ouvrière, n'ont aucun caractère scientifique.

Il y a près de 600 millions d'ouvriers dans le monde, leur nombre a doublé en plusieurs décennies, le travail industriel croît sans cesse et la part du travail agricole se réduit avec la ruine des petits exploitants. Le mouvement gréviste s'amplifie. Les grèves en Inde, Afrique du sud, Corée du Sud, Chine à caractère massif ont obligé le Capital dans ces pays à des reculs.

Cela aggrave les contradictions du capitalisme et pousse les monopoles à délocaliser les entreprises de ces pays quand le mouvement revendicatif devient trop puissant. D'où l'importance pour le mouvement communiste et syndical mondial (FSM) de poser des revendications internationales unifiantes sur les horaires, les conditions de travail, les salaires et retraites.

Il faut aussi travailler à développer la solidarité internationaliste de classe avec les revendications des ouvriers des entreprises délocalisées qui ont le même ennemi de classe (Cf. Renault : Roumanie, Algérie ...). Nous continuons de vivre selon le mot de Lénine : « *L'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes* ».

La Révolution socialiste d'octobre 1917 a montré que la classe ouvrière et ses alliés pouvaient construire une société socialiste sans exploitation, contre d'abord le Capital puis sans lui.

Les travailleurs dirigeant l'État et devenant maîtres de la production, ce qui a permis la réalisation de conquêtes sociales et démocratiques irréalisables sous le capitalisme.

La contre-révolution bourgeoise en URSS en 1991 montre que la lutte de classe continue de régir la société nouvelle jusqu'à la victoire mondiale du communisme. La maîtrise du pouvoir par la classe ouvrière (dictature du prolétariat) est la question cardinale de l'édification du socialisme-communisme ; que l'opportunisme c'est à dire « l'oubli » de la lutte de classe entre le Capital et le travail à l'échelle mondiale et nationale (sous ses formes particulières sous le socialisme) conduit à créer les conditions sociales, économiques et politiques de la restauration du capitalisme.

La défaite de l'URSS, la plus grande de l'histoire du mouvement ouvrier n'est pas encore totalement surmontée. De nombreux secteurs du MCI restent dominés par l'opportunisme et sa politique réformiste d'aménagement du capitalisme.

Des partis comme le Parti Communiste de Grèce (KKE), le Parti Communiste Ouvrier de Russie (PCOR), le PCPE, le PCI conduisent la lutte contre ces courants opportunistes. L'URCF y apporte sa contribution modeste mais réelle.

La solidarité » internationaliste doit s'exercer pleinement avec les États engagés difficilement dans l'édification du socialisme, malgré un rapport de forces mondial défavorable (Cuba, Corée populaire ...) ; avec les révolutions nationales-démocratiques comme au Venezuela, avec les États qui veulent poursuivre une politique indépendante et anti-impérialiste (Syrie), avec le mouvement de libération nationale palestinien.

Nous devons combattre la nouvelle « sainte-alliance » impérialiste (États-Unis, États de l'UE, Turquie, Israël, États pétro-monarchiques: Qatar, Arabie Saoudite) qui constitue le nouveau foyer de guerre dans le monde, en voulant écraser les peuples et États du Proche et Moyen-Orient.

A cet égard, le terrorisme islamiste est tantôt un allié des États impérialistes (Afghanistan (années 80), Irak, Libye, Syrie) tantôt un adversaire quand les terroristes intégristes menacent par exemple les intérêts de la francophonie, idem pour l'Irak aujourd'hui.

Les courants islamistes-intégristes sont au service de certains secteurs de l'oligarchie pétrolière, afin de contrôler le Moyen-Orient et au-delà, par le prosélytisme religieux intégriste, en y instaurant des régimes moyen-âgeux au moyen d'une terreur de type fasciste. Ce sont des adversaires du progrès et du mouvement anti-impérialiste que nous ne saurions confondre avec les musulmans.

La lutte contre les guerres conduites par l'impérialisme français est une tâche majeure des communistes en reliant ce combat aux luttes sociales pour les emplois et les salaires. Preuve une fois de plus que l'argent existe pour satisfaire nos revendications.

Chapitre 3 : la construction du Parti communiste/la stratégie révolutionnaire de lutte pour le socialisme

1) bilan de notre activité

Le Congrès est l'occasion de faire le bilan de nos activités depuis le 3^{ème} Congrès.

En 2004, lorsque nous avons fondé l'URCF, nous avions l'objectif de faire renaître ou de contribuer à la renaissance d'un Parti communiste, marxiste-léniniste.

Ayant conquis la majorité dans la Coordination communiste pour rompre avec le PCF au 30^{ème} Congrès, nous avons connu la scission des divers groupes minoritaires battus qui sont devenus le PRCF, le RCC etc. Ceux-là même qui arborent aujourd'hui, le drapeau de l'unité du mouvement communiste. Les divergences n'étaient pas mineures, nous y reviendrons.

Lors de notre fondation, nous avons dû vaincre également les tendances anarcho-syndicalistes qui subordonnaient l'action de l'URCF à la lutte nécessaire pour la défense et la renaissance du syndicalisme de lutte de classe.

Mais même après, l'unité n'était pas encore totalement acquise.

Les difficultés réelles à reconstruire un Parti révolutionnaire, à partir de défaites majeures (contre-révolution en URSS, liquidation du caractère communiste du PCF) poussaient certains à céder à l'opportunisme et à regarder du côté du Front de gauche.

Malgré tout, grâce à la politique conduite et à la fermeté de l'écrasante majorité des camarades, l'URCF s'est développée. Depuis notre 3^{ème} Congrès, notre Organisation est unie solidement et nous avons gagné en efficacité. Nous sommes organisés dans 30 départements (dont 2 dans la période récente), notre section de jeunes œuvre à la

création d'une JC, le nombre d'adhésions progresse mais la bataille pour le renforcement doit être amplifiée, elle est encore menée de manière trop inégale.

Notre priorité, véritablement appliquée depuis 4 ans, est de se tourner vers les entreprises afin de créer des sections communistes.

La Commission ouvrière fait un excellent travail puisque ont été créées les sections dans les secteurs suivants : Énergie (Dalkia, EDF ...), Orange, SNCF, Santé, travailleurs de l'hôtellerie. Les activités sont structurées autour de réunions des sections et de la publication de bulletins communistes partant de l'analyse de la stratégie de l'entreprise, de ses profits pour défendre les revendications des travailleurs en les reliant avec la dénonciation et la lutte contre le capitalisme.

C'est un travail très important puisque un véritable Parti communiste est un Parti ouvrier avec une majorité de cadres issus de la classe ouvrière.

Concernant le secteur Éducation, nous avons réalisé des progrès substantiels puisque aux nouveaux adhérents, on propose des écoles de base. Ainsi, nous en avons la démonstration, le nouvel adhérent peut devenir un militant actif.

Sur le plan International, l'URCF a progressé et nos liens se sont resserrés avec plusieurs Partis frères. Depuis le dernier congrès, le Parti communiste de Grèce, le plus important Parti communiste d'Europe, a reconnu et consolidé les liens avec l'URCF. Nous sommes maintenant depuis 3 ans invités dans les conférences des Partis communistes et ouvriers européens qui réunit une trentaine de Partis d'une vingtaine de pays.

Sans développer, les camarades du secteur International le feront.

L'URCF est membre de « *l'Initiative des Partis communistes et ouvriers d'Europe* » (29 membres) qui poursuit l'objectif de faire connaître les analyses et positions des divers partis, de coordonner des actions communes contre l'UE impérialiste.

Nos liens fraternels se sont consolidés avec le Parti communiste ouvrier de Russie/PCUS avec parution d'articles de nos organisations sur nos sites respectifs.

Nous avons avec succès, constaté par les Partis invités : KKE, Parti communiste des Peuples d'Espagne, Parti communiste (Italie)- Gauche communiste, Parti communiste ouvrier de Russie, Union des communistes d'Ukraine, Parti algérien pour la démocratie et le socialisme, tenu une conférence internationale intitulée : « *100 ans de trahison social-démocrate, 100 ans de luttes des communistes pour la Révolution* » d'un haut niveau théorique.

Malheureusement, nous avons pris du retard dans la publication de ses travaux, tâche lourde mais nécessaire.

Concernant la Presse et nos publications, notre noyau d'abonnés à notre journal « *Intervention communiste* » s'est consolidé ; beaucoup de lecteurs versent des abonnements de soutien. Qu'ils en soient vivement remerciés.

Nous tirons à 3 500 exemplaires notre journal, en l'envoyant très largement aux UL, UD, Syndicats CGT, SUD, FSU. Nos articles sont lus attentivement et parfois, nous voyons nos arguments, textes, réutilisés par les sections syndicales, c'est une bonne chose.

Beaucoup de lecteurs expriment leur satisfaction, leur attente d' « *Intervention communiste* ». Nous avons amélioré la lisibilité et le caractère politiquement rigoureux de nos articles. Nous devons cependant continuer nos progrès, mieux cerner la hiérarchie entre articles qui commande leur longueur, faire plus de brèves et d'interview.

Nous avons, grâce à nos brochures, opéré un travail de dénonciation et de démarcation avec l'opportunisme avec trois textes, l'un écrit durant la présidentielle sur la critique du programme réformiste du Front de gauche, l'autre sur les survivances de l'opportunisme, avec la théorie sur les alliances avec les partis bourgeois ou réformistes pour une étape intermédiaire entre capitalisme et socialisme.

Ce texte nous a permis de mesurer la nature véritable des divergences issues de la Coordination communiste.

C'est en fait l'attitude par rapport à la pratique initiée dès les années 60 par le PCF, c'est-à-dire, la tendance à déconnecter les tâches politiques et sociales intermédiaires de la stratégie et du but : le socialisme.

Ce qui a facilité la transformation du PCF en parti de gauche intégré au système via l'alliance avec le PS.

Ces groupes se réclamant du communisme, se focalisent en réalité sur des objectifs intermédiaires et n'éduquent pas leurs adhérents dans la seule véritable perspective : le socialisme.

Par contre, nous avons pu mesurer qu'un autre Parti « *Communistes* » partageait le même objectif stratégique que l'URCF

Une autre brochure a été publiée sur les nationalisations, au moment de la bataille pour sauver les emplois chez PSA-Aulnay.

Nous avons alors lancé le mot d'ordre de « nationalisations sans indemnisation » dont nous montrons le rôle qu'elles peuvent jouer dans la lutte révolutionnaire.

Le travail dans la jeunesse s'est traduit par un bond qualitatif réalisé depuis deux ans. Des jeunes ont adhéré, ont milité et se sont éduqués, tant et si bien qu'ils ont su regrouper autour d'eux d'autres jeunes y compris lycéens.

Notre jeunesse communiste va se créer mais la primeur leur sera accordée au deuxième jour de notre congrès, pour informer les délégués et au-delà.

Enfin, j'aborde la question marquante de notre Congrès : le processus d'unification entre « *Communistes* » et l'URCF.

L'opposition révolutionnaire dans le PCF à la fin du 20^{ème} siècle était organisée en plusieurs structures ou types d'intervention.

Citons la Coordination communiste et les discours et propositions de Rolande Perlican alors membre du CC du PCF.

La Coordination communiste a décidé majoritairement de rompre avec le PCF révisionniste au 30^{ème} Congrès au prix de la scission théâtrale de ceux qui dirigent actuellement le PRCF.

En 2002, sous l'impulsion de Rolande Perlican se créait « *Communistes* » structuré en Parti. Dans le même temps, le dialogue existait mais des divergences perduraient.

Surtout la Coordination communiste puis l'URCF devaient forger une unité solide de ses rangs, travailler dans la classe ouvrière pour bâtir une véritable organisation communiste.

A cette époque, beaucoup de camarades estimaient que l'unification des communistes passait par l'unité de tous les groupes y compris de ceux qui avaient rompu avec la Coordination communiste.

Mais dès le début, nous avons suivi avec beaucoup d'attention les travaux de « *Communistes* », son travail sérieux, sa composition sociale centrée sur les travailleurs.

Cela se reflète dans le fait que nous avons polémique avec toutes les autres organisations sorties (plus ou moins) du PCF sauf avec « *Communistes* ».

Les progrès dans le développement de l'URCF nous font poser la question de sa transformation en Parti.

Il y a quelques mois, le dialogue entre les responsables de « *Communistes* » et de l'URCF s'est accéléré.

Un constat commun a été fait. Il faut mettre au-dessus de tout, les intérêts de la classe ouvrière et des travailleurs.

Leurs intérêts supérieurs commandent qu'il n'y ait qu'un seul Parti révolutionnaire, qu'un seul Parti des communistes agissant dans notre pays.

C'est pourquoi nous avons décidé, d'un commun accord, d'ouvrir un processus d'unification entre nos deux organisations. Processus qui s'est initié, l'URCF a été invitée et a pris la parole au 7^{ème} Congrès de « *Communistes* » et les congressistes à l'unanimité ont donné mandat à leur Comité national d'œuvrer dans ce sens.

Notre Comité Central a approuvé à l'unanimité l'engagement dans ce processus.

L'enjeu est très important : si nous réussissons, naîtra un Parti communiste révolutionnaire plus fort, plus influent, plus à même de jouer son rôle dans le mouvement communiste international, dans les luttes de classes en France.

Les discussions engagées se font dans un climat de sérieux, toutes les questions sont abordées, les prochaines étapes sont les suivantes et seront décisives :

- Campagnes électorales communes
- Réunions communes des bureaux politiques et comités centraux
- Journée commune du livre marxiste etc.

Le processus d'unification s'effectuera donc en haut et à la base. La responsabilité de nos organisations est grande avec un enjeu décisif pour la défense du monde du travail et la lutte contre le capitalisme.

C'est pourquoi, au nom du Comité central, nous vous demandons de ratifier la démarche d'unification et de donner mandat au Comité central qui sera élu au 4^{ème} Congrès de mener à bien ce processus.

2) Notre stratégie : le socialisme seule réponse à la crise

Une ligne de démarcation existe avec tous les autres Partis et courants. Nous estimons que le socialisme est la seule réponse à la crise, réponse à la satisfaction des besoins matériels, culturels, de loisirs.

Stratégie novatrice puisque le PCF avait par opportunisme abandonné le combat pour le socialisme en se fixant des étapes intermédiaires dans le cadre de la victoire parlementaire de l'Union de la gauche.

Résultat : PCF social-démocratisé, intégration au système capitaliste (Cf. entrée dans des gouvernements bourgeois en 1981 et 1997) avec l'austérité, les privatisations, la guerre impérialiste en Yougoslavie.

La victoire de l'opportunisme et du révisionnisme (22^{ème} Congrès PCF) a des racines multiples ; citons pour le sujet qui nous concerne, la stratégie adoptée dans les années 60, dans le droit fil de celle du 20^{ème} Congrès du PCUS sur la « voie pacifique et parlementaire au socialisme » en alliance avec les « forces de gauche ».

En France, cela s'est traduit par l'exigence puis l'adoption d'un « Programme commun » PCF-PS- Radicaux.

Les conséquences sont connues : cela a contribué à alimenter la mystification d'une prétendue opposition droite/gauche alors que la social-démocratie qui avait conduit la subordination du pays à l'impérialisme américain, mené les sales guerres coloniales en Indochine et Algérie était à cet égard discréditée mais a pu bénéficier d'une caution de gauche grâce au Programme commun.

Cette stratégie était fondée sur une approche erronée, opportuniste du PS qui est un Parti du Capital. Également erronée et opportuniste, la conception d'un stade intermédiaire entre capitalisme et socialisme : la « *démocratie avancée* » qui aurait ensuite assuré un passage pacifique au socialisme par accumulation de réformes.

Bien sûr, les militants étaient éduqués davantage sur la nécessité et la fixation sur cette étape intermédiaire que sur les moyens de réaliser la victoire du socialisme.

Cette stratégie opportuniste a été appliquée dans beaucoup de Partis communistes (Eurocommunisme) et couplée à l'antisoviétisme et la contre-révolution bourgeoise en URSS a entraîné la liquidation de beaucoup de Partis. La tâche de reconstruction d'avant-gardes révolutionnaires, communistes est internationale.

Cette stratégie opportuniste a abouti à la liquidation révolutionnaire du PCF qui est maintenant un Parti intégré au système, à l'UE et un satellite de la social-démocratie dont il dépend électoralement. C'est un Parti d'aménagement « social » du capitalisme.

Le combat contre l'opportunisme contemporain exige aussi l'analyse et la dénonciation des survivances de la stratégie opportuniste initiée dès les années 60.

Les groupes sortis (plus ou moins) du PCF et aussi de la Coordination communiste se placent sur la réalisation d'une étape intermédiaire pour poser la question du socialisme. Ils divergent sur le type d'étape : les uns (PRCF) proposent un CNR (Conseil National de la Résistance comme en 1944-1945) pour sortir de l'UE et de l'euro, les autres (RCC) une étape antilibérale avec la victoire du Front de gauche.

Dans les deux cas, sont prônées des alliances avec des secteurs bourgeois (les gaullistes et « républicains ») pour les premiers, le PCF et le Front de gauche réformistes (dont ils sont membres) pour les seconds. Leurs positions opportunistes se vérifient dans leur persistance à prôner la lutte interne dans le PCF y compris en s'alliant avec lui et à s'engager clairement, au-delà de la rhétorique, dans la construction d'un Parti communiste révolutionnaire.

Il est d'ailleurs normal qu'en posant la stratégie novatrice de lutte pour le socialisme, certaines forces restées opportunistes s'en tiennent, qui aux solutions du passé, qui à la copie du « modèle » latino-américain.

La France est un vieux pays impérialiste, le capitalisme, même sous une version « nationale » ou « antilibérale », ne peut résoudre durablement les aspirations fondamentales de notre peuple-travailleur.

La tâche des révolutionnaires est dès maintenant de conscientiser sur cette idée fondamentale : le socialisme est la seule réponse progressiste au capitalisme.

Les objections sont nombreuses « *comment faire ?* », « *les gens ne sont pas prêts* », « *le socialisme a échoué* ». Répondre à ces interrogations est la bataille politique et théorique que doit conduire le Parti communiste reconstruit.

Cela passe tout d'abord par la défense résolue de l'URSS contre les mensonges et calomnies. Il est insupportable pour le Capital que durant 70 ans, ait existé en actes un mode de production alternatif : le socialisme, sans exploitation, ayant apporté des conquêtes et réalisations sociales et démocratiques inaccessibles aux pays capitalistes même socialement les plus avancés.

Cela lui a valu la haine des possédants et de leurs relais, des fascistes aux trotskistes en passant par la social-démocratie, aussi parce que l'URSS a apporté une aide immense aux forces révolutionnaires.

Même actuellement, il n'y a pas de jours sans prétexte à une campagne antisoviétique. Les programmes scolaires en France et ailleurs ne manquent pas de poser l'équation Hitler = Staline en omettant bien sûr le rôle premier, inoubliable de l'URSS pour libérer l'humanité du fascisme.

Les principales attaques se concentrent sur la période où Staline dirigeait le Parti et le gouvernement. L'antistalinisme est le dénominateur commun d'un éventail de forces qui va de l'extrême-droite aux opportunistes et trotskistes.

Pourquoi ? Parce que si Lénine a tracé la voie, c'est sous la direction de Staline que les soviétiques ont édifié le socialisme.

En criminalisant cette période, les idéologues du Capital contribuent à pérenniser le capitalisme, en présentant le socialisme comme un « régime totalitaire », comme un « échec ».

L'URCF, comme d'autres Partis frères: KKE, PCOR, PC (Italie)..., s'est engagée, à partir de ses propres travaux et analyses, dans la réévaluation de l'œuvre théorique et pratique de Staline et dans le rétablissement de la vérité historique contre les calomnies et déformations du « rapport Khrouchtchev » au 20^{ème} Congrès du PCUS.

A sa mort, l'opportunisme s'est développé puis l'a emporté, les réformes économiques fondées sur le rôle accru du marché, ont recapitalisé certains secteurs économiques, affaiblissant le socialisme, engendrant une bourgeoisie nouvelle renaissante (économie de l'ombre) suffisamment forte pour avec ses relais dans le PCUS (Gorbatchev, Eltsine), organiser et diriger la contre-révolution de 1985 à 1991.

L'impérialisme a toujours aussi par tous les moyens : guerres, blocus, pressions économiques, encerclement, course aux armements, guerre idéologique, cherché à renverser le socialisme en URSS et les autres pays. Avec la disparition de l'URSS, le rapport de forces a brutalement changé dans le monde. Les guerres impérialistes se sont multipliées, les forces de libération nationale et de paix, sans point d'appui arrière et aide internationaliste de l'URSS, sont poussées souvent à la défensive.

En 1991, le mouvement ouvrier et communiste a subi sa plus lourde défaite. Ce qu'explique la faiblesse et les difficultés actuelles pour reconstruire des Partis communistes, marxistes-léninistes.

Pour assurer ce champ de combat, les militants de l'URCF ont créé l'association « Les Amis de l'URSS » dotée d'une revue, d'un site et qui, à travers les réunions et conférences, veut regrouper largement tous ceux qui ont à cœur la défense de l'URSS et des premières expériences de construction du socialisme.

En effet, la connaissance et la défense de l'URSS et des autres Etats socialistes est incontournable pour redonner de la crédibilité à la perspective du socialisme.

Concernant la stratégie de lutte pour le socialisme, nous l'avons initiée dès 2002 par la campagne « Accusons le capitalisme » qui vise encore aujourd'hui à montrer que la racine des maux dont souffrent les travailleurs a sa source dans le système d'exploitation capitaliste et pas seulement dans ses conséquences (« néolibéralisme », « UE » etc.)

3) La stratégie de lutte pour le socialisme.

Elle obéit tout d'abord à des principes intangibles, universels. Ce n'est pas à partir de réformes dans le cadre du capitalisme et de ses lois économiques que l'on peut passer au socialisme. Pour renverser le mode de production d'exploitation et l'État à son service, il faut une révolution anticapitaliste, socialiste.

Il y a un avant et un après avec la Révolution qui constitue une rupture radicale et un bond révolutionnaire.

Lénine a défini ainsi les situations révolutionnaires en affirmant que ceux du haut ne peuvent plus gouverner comme avant et que ceux du bas ne veulent plus être gouvernés comme avant.

Deux questions sont essentielles pour poser l'alternative révolutionnaire et socialiste. La remise en cause de la propriété capitaliste des moyens de production et d'échange et celle de l'État capitaliste. La question centrale de toute révolution est celle du pouvoir d'État.

Parvenir à la Révolution socialiste exigera toute une époque historique, sous forme d'un processus révolutionnaire fait de luttes multiformes où le Parti communiste montrera le lien dialectique entre les aspirations et revendications avec la nécessité du socialisme.

Pour cela, il faut analyser le rapport de forces international et national, cerner le caractère défensif, contre-offensif ou offensif de telle ou telle période.

Actuellement, c'est le Capital qui passe à l'offensive, il suffit de voir le MEDEF revendiquer toujours plus, mettant la classe ouvrière et les travailleurs sur la défensive.

Cela implique pour ces derniers, la bataille quotidienne pour les salaires, l'emploi et les conditions de travail. En valorisant les grèves et la combativité, on redonnera confiance aux travailleurs dans leurs propres forces et dans la nécessité des luttes pour infliger des reculs au Capital.

A toutes les phases de luttes, l'avant-garde de la classe ouvrière doit forger de larges alliances de classe. Même dans une période défensive, le Parti communiste ne peut s'en remettre à la spontanéité (réformisme) et doit conscientiser sur la nécessité du socialisme.

Avec modestie, parce que les tâtonnements et erreurs sont inévitables dans une stratégie novatrice (mais c'est le critère de la pratique qui est celui de la vérité) ; il faut distinguer les objectifs de lutte qui sont réalisables dans le cadre du capitalisme et ce qui s'initie sous ce système (axes de luttes transitoires) mais qui trouvera sa concrétisation sous le socialisme.

Toutes les mesures que nous préconisons nécessitent des luttes de classe, il ne s'agit pas d'un programme de gouvernement ou de réformes. Ce sont les luttes qui imposeront la satisfaction des revendications.

Dans le processus historique qui conduira les masses populaires au renversement du capitalisme, nous devons distinguer : objectifs de lutte, axes transitoires de lutte pour le socialisme, révolution.

Les objectifs de lutte correspondent aux revendications sociales les plus urgentes qui peuvent être satisfaites principalement par le combat syndical de classe mais aussi par la capacité du Parti communiste à saisir les revendications unifiantes et les mots d'ordre mobilisateurs.

Objectifs de lutte

- **Salaires** : SMIC à 1 900 euros net/mois – hausse mensuelle des salaires et pensions de 300 euros (pour les petits et moyens salaires)
- **Retraites** : retour à la retraite à 60 et 55 ans (travaux pénibles) sur la base de 37,5 annuités
- **Sécurité sociale** : retour aux principes fondateurs – exigences du paiement des dettes patronales (source de déficit) – défense des hôpitaux publics – non aux fermetures de services et aux suppressions de lits
- **Éducation/Recherche/Université** : défense du service public – défense de la laïcité – bataille contre les inégalités et sélections sociales – priorité à la recherche scientifique publique
- **Lutte pour la défense des services publics** : contre les privatisations (santé – énergie - transports ...)
- **Logement** : 600 000 logements sociaux à construire – blocage des loyers – réquisition des logements vides
- **S'attaquer aux profits capitalistes** : NON au Pacte de responsabilité – NON aux cadeaux au Capital (aides publiques) - arrêt des exonérations fiscales des entreprises – dénonciation et lutte contre la fraude fiscale (80 milliards par an) – NON aux dépenses de guerres
- **Défense des droits sociaux** : NON à la loi Macron – défense d'un Code du Travail le plus progressiste possible – défense des prud'hommes, de l'Inspection du Travail, de la Médecine du travail
- **Bataille contre les licenciements**

Les axes de lutte transitoire posant la question du socialisme

Ces objectifs socio-politiques nécessitent avant tout l'action du Parti communiste orientant les masses populaires, classe ouvrière en tête dans de grandes luttes continues.

Les batailles ci-dessous commencent dès maintenant mais leur aboutissement nécessitera la révolution socialiste et l'instauration du pouvoir de la classe ouvrière et des travailleurs.

Des nationalisations sans indemnisation à la socialisation

La désindustrialisation et la casse des emplois dans tous les secteurs exigent une réponse immédiate afin d'empêcher les licenciements. L'URCF a lancé le mot d'ordre de « *nationalisation sans indemnisation des monopoles casseurs d'emplois* ».

(PSA, Hayange etc.). Cette exigence permettrait de sauver les emplois, le tissu industriel, de gagner des CDI pour tous.

La nationalisation sans indemnisation constitue le début de la lutte contre la propriété capitaliste des entreprises ; bien sûr, les entreprises nationalisées ne seront pas des « îlots de socialisme » tant que l'État est l'expression du pouvoir du Capital.

Il s'agit d'impulser, durant toute une époque historique, une lutte de classe économique pour élargir le champ des nationalisations, faire progresser les consciences et luttes jusqu'à l'exigence de socialisation qui ne peut être assurée que par la Révolution et la destruction de l'État capitaliste.

Défense des droits démocratiques

Lénine a toujours mis en avant au cœur de la stratégie révolutionnaire, le lien indissociable entre la lutte pour la démocratie et la lutte pour le socialisme. Les expériences révolutionnaires confirment cette analyse (Commune de Paris, Octobre 1917, Démocraties populaires).

Nous devons combattre pour l'abrogation de la constitution réactionnaire de la V^{ème} République et exigences suivantes :

- pour une Constituante construite dans les entreprises et quartiers populaires
- proportionnelle intégrale à chaque élection
- égalité de moyens financiers et d'accès médiatiques pour chaque Parti aux élections
- droit de révocation des élus qui trahissent leurs engagements

Il faut à la fois soutenir les aspirations démocratiques populaires et combattre les illusions véhiculées sur une « VI^{ème} République » qui, même avec des droits nouveaux, restera une République dont le pouvoir demeure aux mains de la classe capitaliste.

Gagner cependant de nouveaux droits favorisera le combat des travailleurs, à condition de rappeler et d'éduquer sur l'idée que la démocratie véritablement populaire ne peut être conquise que sous le socialisme et le pouvoir de la classe ouvrière et des travailleurs (ce que les classiques du marxisme appellent la dictature du prolétariat).

La lutte contre l'UE et les organismes impérialistes

Les masses populaires expriment un rejet croissant de la politique de l'Union européenne. La victoire du NON en 2005 a été une étape importante. Cette lutte s'attaque à l'impérialisme : elle touche transversalement des questions aussi importantes que la lutte contre l'austérité, la défense de la souveraineté nationale, la lutte contre les guerres impérialistes, la remise en cause du mode de production capitaliste.

Le combat contre l'UE (coalition de tous les États impérialistes contre les peuples) est indissociable du combat pour renverser le capitalisme, sans cela « *sortir de l'UE et de l'Euro* » dans le cadre du système actuel d'exploitation conduirait à la même application de la stratégie des monopoles vis-à-vis des travailleurs.

Le combat pour la souveraineté nationale, le libre choix de sa propre voie de développement et la lutte anticapitaliste ne peuvent qu'être impulsés par la classe ouvrière à la tête des forces démocratiques et de la nation. C'est le combat révolutionnaire pour le socialisme qui débouchera sur la rupture nationale et internationale véritable et définitive avec l'UE impérialiste.

Dans l'immédiat, il faut dénoncer la construction de l'Europe capitaliste, sa politique de guerre et de soutien aux fascistes en Ukraine, le Maccarthysme européen et rejeter les diktats et traités de l'UE imposant l'austérité et le chômage de masse, à partir des positions et de la pratique de classe.

La lutte pour la paix, contre l'impérialisme

L'impérialisme français étant aux avant-postes de l'aile la plus belliciste de l'OTAN, il est important de dénoncer les guerres impérialistes, les ingérences et la politique de domination liées à la Françafrique, de combattre pour le retrait de tous les corps expéditionnaires français.

De même dès maintenant, il faut combattre pour le droit à l'autodétermination des dernières colonies et semi-colonies de la France.

L'internationalisme prolétarien guidera la politique du Parti communiste révolutionnaire. L'exigence de rupture avec l'OTAN, sur la base des luttes anti-guerres peut aboutir avant même la Révolution.

Sinon, c'est le socialisme qui remplira cette mission en rompant avec toutes les autres instances impérialistes : OMC, FMI, OCDE, Banque mondiale...

La France socialiste, dans le droit fil du décret léniniste sur la paix de 1917, agira pour la paix et le désarmement, sera un point d'appui précieux pour les luttes des peuples pour le socialisme et la libération nationale.

CONCLUSION : La nécessité d'une Révolution socialiste

Il faut montrer aux travailleurs ce que leur apporterait le socialisme aujourd'hui, en quoi il constitue une alternative réelle à la politique du Capital.

Le socialisme avec le pouvoir à la classe ouvrière et aux travailleurs œuvrera à la satisfaction des intérêts de la majorité de la population et non plus pour ceux d'une étroite caste de capitalistes. Ce sera la démocratie pour tous les travailleurs, la fin des discriminations de toute nature.

La propriété sociale et collective des moyens et instruments de production et d'échange permettra la suppression de l'exploitation et du chômage avec ses drames afférents. Les richesses produites par les travailleurs deviendront le bien commun et ne seront plus accaparées par les monopolistes.

La planification mettra fin aux inégalités entre hommes et femmes, favorisera le développement de chaque région, département et commune.

La santé et l'éducation y compris supérieure seront totalement gratuites. Les transports, l'accès à la culture, l'énergie, les logements seront à bas prix, enfin débarrassés des profits capitalistes. La planification agira pour le développement de la recherche et des sciences, car le socialisme a chevillé au corps la notion de progrès.

La planification encouragera le développement intellectuel de chacun (révolution culturelle) afin de ne plus être rivé toute sa vie au même emploi.

Mais les possédants n'ont jamais renoncé de leur plein gré à leurs privilèges. Pour changer de société, il faut pour libérer le « genre humain » que des millions de femmes et d'hommes, que la jeunesse populaire forts de leur conscience et de leurs luttes fassent irruption sur la scène historique, pour abattre le vieux mode de production capitaliste avec son Etat oppresseur. C'est là, la révolution socialiste pour laquelle, nous nous battons !

